

Association Refaire L'Ecole
ARLE

Assemblée Générale Extraordinaire du 15 janvier 2003

Communiqué de presse

Fondée il y a un peu plus d'une année, l'ARLE s'est donné comme mission première de " refaire l'école ". Et d'emblée il a été décidé, à la demande expresse de ceux qui y travaillent, de commencer par l'école primaire, premier maillon de l'école publique. La " rénovation " qu'on tente d'y imposer, à Genève, depuis une dizaine d'années, se caractérise entre autres par deux mesures que nous estimons dommageables, voire pernicieuses pour les écoliers. En effet, alors que nos enfants sont à un âge où ils ont à acquérir les savoirs scolaires fondamentaux, on veut renoncer officiellement à en contrôler l'acquisition régulière et rigoureuse.

En supprimant les notes annuelles servant de base à la promotion d'un degré à l'autre au profit de deux cycles de quatre ans, l'autorité politique livre les enfants à eux-mêmes, c'est-à-dire, en fait, à la diversité de leurs situations socio-culturelles. Un tel système ne profite qu'aux enfants capables précocement de se structurer et de se responsabiliser, et ne fait que défavoriser les autres. Les inégalités sont ainsi d'autant plus aggravées que seuls les élèves de milieux favorisés peuvent bénéficier d'aides extérieures pour pallier leurs faiblesses.

Il faut abolir les cycles de quatre ans sans notes. Ce système opaque engendre un flou préjudiciable tant aux écoliers qu'à leurs parents. Ceux-ci se voient ainsi interdire de suivre pas à pas les acquisitions de leurs enfants et de les situer clairement dans leur cursus scolaire.

Ainsi serait définitivement trahie la loi sur l'instruction publique, qui prévoit " de tendre à corriger les inégalités de chance de réussite scolaire des élèves dès les premiers degrés de l'école ".

Nous avons, durant toute l'année écoulée, fait part sans relâche de nos vives préoccupations, tant à la présidence du D.I.P. qu'à ses hauts responsables, tant aux associations professionnelles qu'aux représentants de différents partis politiques. Peine perdue. Non seulement le débat n'est toujours pas ouvert au parlement, mais la présidente du D.I.P. elle-même se contente d'accuser réception du rapport que nous lui avons adressé au début de l'automne dernier. Un rapport qui contient pourtant nombre de propositions précises pour que l'école primaire retrouve sa mission première : transmettre de manière efficace les savoirs fondamentaux.

A ce stade de non-débat, seule une action publique et politique d'envergure peut faire bouger les choses. Aussi l'ARLE a-t-elle décidé, au terme d'une assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 15 janvier à UNI Dufour, de lancer une initiative populaire visant au maintien des notes à l'école primaire, utilisées chaque année comme bases de la promotion d'un degré à l'autre.

Le comité de l'ARLE